



Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 2768  
20 août 2021  
1,20 € • DOM: 1,80€



**Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!**

# **LUTTE** **OUVRIÈRE**

**UNION COMMUNISTE (trotskyste)**

**Le journal  
d'Arlette Laguiller**



# **Loi sanitaire: contester le gouvernement et la dictature patronale**

**Pages 4 et 5**

CI-CONTRE: DPA - CI-DESSUS: LO



# **Afghanistan: l'impérialisme responsable de l'horreur sans fin**

**Pages 2 et 3**

**Leur société**

- Macron et l'Afghanistan : mensonges et ignominie 3
- Ouverture des frontières pour les réfugiés afghans ! 3
- CAC 40 : un nouveau record... d'exploitation des travailleurs 3
- Les parasites et leurs serviteurs 3
- Contester la loi sanitaire du gouvernement... et la dictature des capitalistes sur la société ! 4
- Déremboursement : le gouvernement invente les tests de confort 4
- Bug informatique : le passe et ça casse 4
- Contre le passe sanitaire : le mouvement continue 5
- Les manœuvres démagogiques du gouvernement 5
- Chômage : chiffres en trompe l'œil 5
- Quelle pénurie de main-d'œuvre ? 5
- Antilles : le virus du capitalisme et son variant colonial 8
- L'épidémie de Covid s'aggrave, les ministres font des promesses 8
- Pénurie et manque de crédits 8
- Réchauffement climatique : capitalisme responsable 12
- Pollution de l'air : une amende qui ne réglera rien 12

**Dans le monde**

- Liban : une explosion meurtrière sur fond de crise 6
- Union européenne-Mauritanie : les requins aiment la sardine 6
- Haïti : plus que le tremblement de terre, c'est la misère qui tue 7
- Algérie : incendies meurtriers et incurie de l'État 7
- Vaccins : cruelle pénurie dans les pays pauvres 7

**Dans les entreprises**

- Hôpital de la Pitié-Salpêtrière : le passe sanitaire avant les embauches ? 9
- Hôpital de Montargis : un audit, et après ? 9
- Vigiles : qui contrôle les salaires ? 9
- Université Sorbonne nouvelle : bonnes vacances ? 10
- RSA : la guerre aux pauvres 10
- Knorr - Duppigheim : non aux licenciements ! 10
- Schaeffler - Calais : les travailleurs ne peuvent compter que sur leur propre force 10
- Schrader - Pontarlier : un plan de relance en or pour les patrons 10
- Stellantis-PSA : un record de profits tirés de l'exploitation 11
- ArcelorMittal - Dunkerque : les patrons se gavent 11

**Agenda**

- Les militants de Lutte ouvrière à la rencontre des travailleurs 12

# Afghanistan : un chaos dont l'impérialisme est responsable

La télévision a montré l'image bouleversante de l'aéroport de Kaboul où des milliers de personnes tentent désespérément de prendre place dans des avions pour fuir l'Afghanistan, alors que l'armée américaine plie bagage et que les talibans ont déjà pris la ville. Les médias parlent de dizaines de milliers d'autres qui, ayant travaillé pour les Occidentaux, vivent désormais sous la menace. Les femmes vont être soumises à la loi des talibans, ne plus pouvoir étudier ou travailler, ne plus pouvoir sortir dans la rue sans être accompagnées. Le pays est de nouveau sous le joug des talibans.

Contrairement à ce qu'ont continuellement affirmé les dirigeants des grandes puissances, les vingt ans de guerre et d'occupation militaire n'ont pas fait reculer le terrorisme et la barbarie. Au contraire, les talibans semblent plus forts que jamais. Quant au terrorisme, en vingt ans il s'est répandu sur la planète. Et on compte aujourd'hui des dizaines de régions frappées par le terrorisme, tant ce sont les grandes puissances, la misère qu'elles imposent à la population mondiale, les guerres qu'elles font partout, qui l'alimentent.

Du président américain Biden au président français Macron, des commentateurs aux représentants des organismes internationaux, tous, d'une façon ou d'une autre, font porter la responsabilité de la catastrophe sur le peuple afghan lui-même. Et pourtant, ces puissances impérialistes sont les véritables responsables de la situation. Ce sont elles qui ont fabriqué aussi bien les talibans que la situation qui leur permet aujourd'hui de ramasser le pouvoir sans combat.

Ces milices islamistes ont été financées et armées par les Américains et leurs alliés à la fin des années 1970, pour affaiblir le régime afghan alors soutenu par l'Union soviétique. Tenue en échec, l'armée de Moscou dut quitter le pays. Dix ans plus tard, les milices ont fini par prendre Kaboul. Leur pouvoir, qualifié de démocratique par les puissances occidentales, s'intitulait crûment « gouvernement islamiste ». Une guerre civile entre factions islamistes rivales vit la victoire des talibans, les mieux armés... par les Américains et leurs alliés ! Les femmes furent aussitôt chassées de leurs emplois et enfermées sous leur burqa. Le pays tout entier fut soumis aux lois rétrogrades des intégristes. Il y eut bien quelques commentaires désolés des journalistes occidentaux, mais aucun État ne leva le petit doigt.

Tout changea après l'attentat du 11 septembre 2001, ses plus de 3000 victimes et sa revendication par Al Qaïda, l'organisation terroriste de Ben Laden. Le

gouvernement américain chercha une riposte à la hauteur de l'émotion légitime de la population et surtout pour rappeler que les États-Unis sont le gendarme du monde. Les talibans et leur régime furent accusés d'abriter les terroristes et Ben Laden lui-même, l'Afghanistan fut envahi par les armées des États-Unis et de leurs alliés, dont la France. La propagande des États impérialistes coula à flot pour convaincre que cette guerre allait donner des droits aux femmes afghanes, allait apporter la civilisation dans ce pays, les hôpitaux et les routes à venir, la sécurité pour tous, etc.

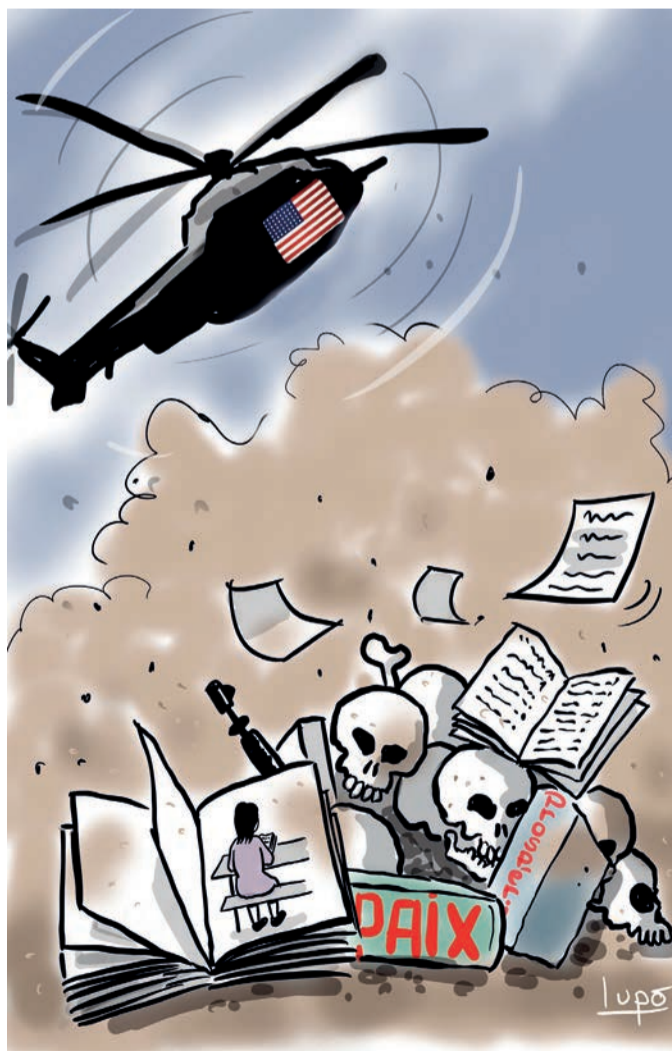
En fait, le peuple afghan connut vingt années supplémentaires de guerre, les bombardements de terreur, les déplacements de population, les internements, la torture. La population n'a pas vu la couleur des centaines de milliards de dollars censés tirer le pays du sous-développement. Les puissances d'occupation ont dépensé bien plus pour leurs besoins militaires sur place que pour la santé ou l'éducation dans le pays. En guise de développement, ce fut surtout celui de la corruption. Et elle n'a pas profité qu'aux margoulines locaux, mais plus encore aux capitalistes américains. Le régime mis en place par les Américains, sur la base de la misère persistante et de la corruption, ne pouvait qu'être rejeté par la population. La rapidité avec laquelle les talibans sont revenus au pouvoir, avant même que l'armée américaine ait quitté le pays, le montre.

Si les talibans parviennent à établir un régime centralisé, il ne pourra s'agir que d'une dictature islamiste des plus rétrogrades. S'ils n'y parviennent pas, le pays sera livré à la guerre entre bandes armées. Dans tous les cas, les femmes, les enfants et les pauvres continueront à subir.

Cela n'empêchera pas les grandes puissances, si elles y trouvent leur compte, de faire avec la dictature des talibans. Voilà dans toute sa nudité, le résultat de vingt années de guerre et deux siècles d'intervention de l'impérialisme dans la région.

Le sort que les États impérialistes font subir à l'Afghanistan donne l'image du monde qu'ils nous imposent. De telles tragédies ne pourront cesser qu'avec le renversement du capitalisme sur la planète entière, aussi lointaine que puisse paraître cette perspective.

La première condition pour que cet espoir devienne réalité est que nous, travailleurs des métropoles impérialistes, refusions toute forme de solidarité avec le capital, son armée, ses expéditions militaires et ses mensonges à prétention humanitaire.



## Macron et l'Afghanistan : mensonges et ignominie

**Le 16 août à 20 heures, alors que le chaos régnait à Kaboul, que l'effroi saisissait quiconque regardait les images télévisées, Macron a servi une soupe faite de mystifications et d'ignominie.**

Il y a d'abord eu les mensonges coutumiers concernant les raisons de l'intervention de l'armée française aux côtés de celle des États-Unis, la reprise du prétexte invoqué depuis vingt ans pour justifier cette intervention. C'est, a-t-il dit, qu'il fallait alors « combattre une menace terroriste qui visait directement notre territoire et celui de nos alliés depuis l'Afghanistan » avant d'ajouter en forme d'autojustification a posteriori : « Notre combat était juste et c'est l'honneur de la France de s'y être engagé. » Les dirigeants politiques du monde ne connaissent vraiment pas la honte.

Puis est venu le couplet sur les moyens mis en œuvre pour le rapatriement des Français, pour l'accueil des personnels afghans ayant travaillé pour l'armée et les entreprises françaises, pour l'aide nécessaire aux Afghans aujourd'hui menacés en raison de leurs idées et de leur engagement. Mais ce couplet tout en glorification de « l'honneur de la France » et de ses vertus protectrices a vite été rattrapé par la réalité de l'actualité politique française et la prochaine élection présidentielle : « Nous devons anticiper et nous protéger contre des flux migratoires importants. »

Et Macron d'en appeler à une collaboration des pays européens pour « construire une réponse robuste » contre les migrants et d'ajouter qu'il faut coopérer avec la Turquie, le Pakistan ou l'Iran, tous les pays par où transitent les migrants afghans pour les empêcher de venir frapper aux portes de l'Europe. Le Pen mène la danse, son concurrent bat la mesure.

« Honneur, principes, valeurs, droit de vivre... » Macron et les siens en ont plein la bouche de ces mots. Mais aux migrants qui espèrent simplement sauver leur peau, ils montrent le chemin des camps de transit, celui de la misère et des cimetières... loin de l'Europe!

Sophie Gargan



Le 15 août à l'aéroport de Kaboul.

## Ouverture des frontières pour les réfugiés afghans!

**Une fuite dans la presse belge a révélé une lettre secrète adressée début août à la Commission européenne par six gouvernements des États membres de l'Union européenne. Ils soulignaient le « besoin urgent » de procéder à des retours volontaires et forcés vers l'Afghanistan.**

Cette lettre est d'autant plus révoltante qu'elle était écrite au moment où les pays de l'UE conseillaient à leurs ressortissants de quitter l'Afghanistan de toute urgence.

Des millions d'Afghans ont été contraints à l'exil du fait que depuis plus de quarante ans, depuis l'invasion soviétique en 1979, l'Afghanistan n'a rien connu d'autre que la guerre. L'Iran a accueilli 3,5 millions de réfugiés, le Pakistan 1,4 million. En comparaison l'Union européenne n'en a accueilli que quelques dizaines de milliers qu'elle a

toujours incités à retourner dans leur pays. La France n'est pas en reste. En 2019 encore, Amnesty international l'accusait de « continuer de renvoyer les personnes vers l'enfer. »

Les puissances occidentales portent une responsabilité écrasante dans le chaos qu'est devenu l'Afghanistan. Abandonner les Afghans à leur sort est criminel. Non seulement les retours forcés doivent cesser mais l'Europe doit ouvrir ses frontières à tous les Afghans qui veulent fuir le régime des talibans.

Denis Aler



Troupes françaises en Afghanistan.

## CAC 40 : un nouveau record... d'exploitation des travailleurs

**Alors que pour les travailleurs, la vie est de plus en plus chère et les conditions de travail de plus en plus dures, l'indice boursier français CAC 40 semble en route vers la plus haute valeur de son histoire. Ces deux faits sont intimement liés.**

Le CAC 40 a atteint son plus haut niveau depuis 21 ans. Cela veut dire que les capitalistes achètent et revendent des actions des principales entreprises françaises à des prix qui n'ont pas été atteints depuis deux décennies. Il y a deux raisons essentielles à cela.

La première est que les capitalistes se sont enrichis récemment encore plus vite que par le passé et ont donc beaucoup d'argent à placer dans la spéculation. Les milliardaires français ont ainsi vu leur fortune augmenter de 40% entre mars 2020 et mars 2021, en pleine crise du Covid. Un rythme, et donc un niveau de parasitisme, qui augmente sans cesse. Cet argent provient largement des cadeaux faits par l'État, qui n'a pas arrêté d'alimenter les profits de la

bourgeoisie en s'endettant, sous couvert de mesures de soutien à l'économie. La dette française a fait un bond de 300 milliards d'euros depuis le début de

la pandémie. Une commission de patrons et de hauts fonctionnaires a été mise en place pour réfléchir à la manière de la faire payer aux classes populaires.

La deuxième raison, c'est la progression des profits des grandes entreprises, grâce à l'exploitation accrue des travailleurs. Dans de nombreuses entreprises les

cadences ont explosé. Et les plans de licenciement ont permis aux actionnaires de réduire les dépenses en salaires tout en maintenant la production et donc les bénéfices.

Renault et Airbus ont annoncé chacun un plan de 15 000 suppressions d'emplois qu'ils maintiennent alors qu'ils sont redevenus

largement bénéficiaires. LVMH, qui avait fait 4,7 milliards d'euros de profits en 2020, a supprimé 13 000 emplois la même année.

Les milliards de la Bourse viennent du travail de toute la société. Qu'ils enrichissent une minorité de parasite est une aberration.

Thomas Baumer

## Les parasites et leurs serviteurs

**Les 40 patrons des plus grosses sociétés françaises devraient toucher en moyenne 5,3 millions d'euros de rémunérations en 2021.**

C'est 1,5 million d'euros de plus qu'en 2020, année de crise où ils avaient réduit un peu leurs exigences. Mais c'est aussi plus qu'en 2019. Pour l'anecdote, ils bénéficient de bonus tenant compte, depuis quelques années, de leur prétendu respect de l'environnement dans leur façon de gérer les affaires de leur société et plus récemment, de la

réduction, au moins sur le papier, des inégalités entre hommes et femmes au sein du groupe.

Apparemment, cela n'impacte pas trop les rémunérations du PDG de Total dont les activités minières ou pétrolières dévastent la planète, en particulier en Afrique, ni celle du bétonneur Bouygues ou des capitalistes de l'armement

comme Dassault System.

Le salaire moyen de ces dirigeants équivaut à 358 années de smic net annuel. Encore est-il largement dépassé pour ceux des plus grosses sociétés : le patron de Téléperformance, trust de centres d'appel, avait déjà gagné, en 2020, dix-sept millions d'euros, celui de Dassault System plus de vingt millions. Celui de Sanofi atteignait presque les douze millions.

Et pourtant, aussi

scandaleuses qu'elles soient, les rémunérations des dirigeants ne représentent qu'une petite partie des fortunes des plus grands actionnaires, construites sur l'exploitation de travailleurs et sur le soutien de l'État. Plans de relance, pillage des finances publiques grâce à des aides ou à des marchés garantis qu'il s'agisse d'armes ou de médicaments, tout leur est bon, y compris la pandémie.

Sylvie Maréchal

Éditorial des bulletins d'entreprise du 16 août 2021

## Contester la loi sanitaire du gouvernement... et la dictature des capitalistes sur la société!

L'épidémie a pris des dimensions dramatiques en Martinique et Guadeloupe. Contrairement à ce que prétendent Macron, Castex et Véran, le ministre de la Santé, l'insuffisance du taux de vaccination de la population n'est pas seule en cause.

Depuis des années, à la suite de ses prédécesseurs, le gouvernement a refusé de fournir les moyens nécessaires au fonctionnement correct des hôpitaux. Aujourd'hui, Macron cherche à se défaire de sa propre responsabilité sur les Antillais qui refuseraient de se faire vacciner. Ces déclarations ont alimenté à juste titre un sentiment de colère au sein de la population.

Oui, le vaccin est un progrès scientifique. Mais il ne remplace pas des soignants, toute une organisation au service de la santé publique, ne serait-ce que pour promouvoir la vaccination quand celle-ci se heurte à une méfiance.

Cette méfiance, c'est le pouvoir lui-même qui l'a suscitée aux Antilles avec une attitude bien souvent digne de l'époque coloniale. Le scandale du chlordécone

en est l'une des illustrations les plus récentes. Pendant des années, l'État a autorisé les planteurs antillais à utiliser ce pesticide ultra-dangereux alors même qu'il était interdit aux États-Unis et en métropole. Ce poison a contaminé 90% de la population, occasionnant de multiples cancers et d'autres maladies. Sa dangerosité a été cachée par les autorités qui ont menti en toute connaissance de cause. Encore récemment, en février 2019, Macron lui-même y est allé de sa déclaration pour nier le caractère cancérogène de ce produit. La population des Antilles a vraiment toutes les raisons de se défier du gouvernement qui prétend se soucier de la santé publique alors qu'il a mille fois fait la démonstration inverse.

Au fond, c'est la même méfiance et la même colère, alimentées par les mêmes

mensonges d'État, qui s'expriment depuis plusieurs semaines dans les rues de très nombreuses villes de France. Comme à Pointe-à-Pitre et à Fort-de-France, les soignants des hôpitaux de tout le pays se sont retrouvés à devoir lutter contre l'épidémie sans moyens, sans masques, sans surblouses... Et le gouvernement ose aujourd'hui menacer ceux qui ne seraient pas vaccinés de les suspendre, voire de les licencier! Au-delà des seuls soignants, de nombreux travailleurs vont être soumis aux mêmes menaces, car bien des patrons vont voir une opportunité pour accentuer leur pression, exercer un chantage, sinon licencier plus facilement. La généralisation du passe sanitaire, contrôles et amendes à l'appui, va être source d'énormes complications pour une partie de la population, en particulier pour les travailleurs. Bien des familles s'inquiètent pour la rentrée scolaire, le gouvernement se contentant comme à son habitude de déclarations, de menaces



d'exclusion des élèves non vaccinés, sans se préoccuper des moyens à mettre en place.

Une grande partie de ceux qui ont à nouveau manifesté samedi dernier ont voulu montrer que ce mépris et ces méthodes autoritaires ne passaient plus! Il faut continuer à s'opposer à la loi sanitaire du gouvernement en refusant de tomber dans le piège de la division entre vaccinés et non vaccinés. Mais sans tomber dans un autre piège qui consisterait à dénoncer Macron sans s'attaquer à la classe sociale qu'il représente, celle des capitalistes, qui durant la pandémie ne se préoccupe que de ses profits. C'est pour pouvoir continuer de lui verser des centaines de milliards d'aides de toute sorte que le gouvernement actuel, comme ses prédécesseurs, sacrifie les hôpitaux, les Ehpad, l'éducation...

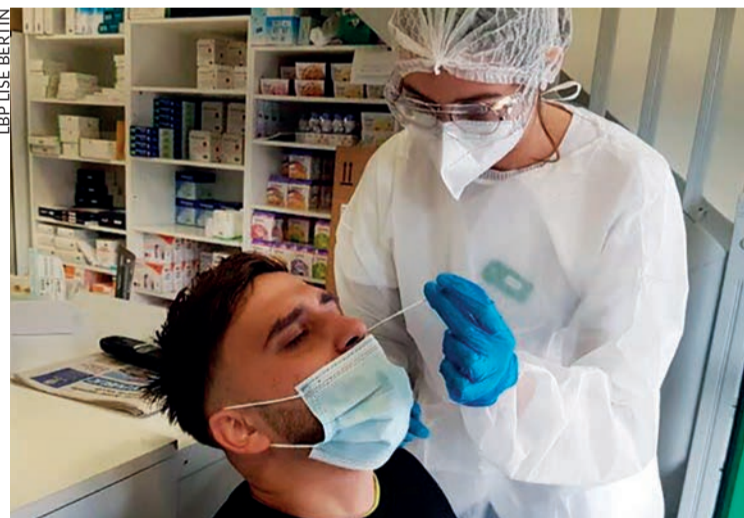
À la faveur de la crise

sanitaire, le grand patronat a redoublé les coups contre les travailleurs, contre les emplois et les salaires. Sans parler de ceux qui tirent un profit direct de l'épidémie, comme les grands groupes pharmaceutiques qui ont osé augmenter les prix de leurs vaccins. Et le résultat est là: les géants du CAC 40 ont dégagé près de 57 milliards d'euros de profits au premier semestre. Un record!

Les travailleurs ne pourront pas préserver leurs droits et leurs conditions de vie sans s'attaquer à la domination sur l'économie de la classe capitaliste, totalement irresponsable et parasite. Les travailleurs font tourner cette société, ils sont les mieux à même de la diriger dans l'intérêt du plus grand nombre. En se battant pour leurs intérêts, les travailleurs défendent aussi l'intérêt général et l'avenir de la société.

## Déremboursement: le gouvernement invente les tests de confort

Gabriel Attal, porte-parole du gouvernement, a annoncé mercredi 11 août que les tests réalisés hors prescription médicale seraient payants, à partir de la mi-octobre.



Ils'agirait de lutter contre les « tests de confort »: les amateurs de prélèvements nasopharyngés qui profitaient de l'épidémie pour se faire écouvillonner aux frais de la princesse n'ont qu'à bien se tenir.

Après avoir rendu obligatoire la présentation du passe sanitaire pour toute

une série de métiers et un large éventail d'activités de la vie quotidienne, le gouvernement a beau jeu de reprocher à la population de se faire tester pour un oui ou pour un non.

L'idée est de faire d'une pierre deux coups: faire des économies en faisant payer aux usagers des tests

facturés de 25 à 54 euros à la Sécurité sociale, et trouver un moyen de pression de plus pour imposer la vaccination à ceux qui refusent le vaccin mais ne disposent pas de l'argent nécessaire pour faire des tests régulièrement.

Les 500 millions d'euros par mois dépensés par la Sécurité sociale pour les tests sont présentés comme une somme exorbitante, mais c'est une goutte d'eau quand on la rapporte à la hausse de prix de 25% et 13% acceptée pour les nouvelles commandes de deux milliards de doses à Pfizer et Moderna par l'UE avec l'accord des États membres. La filière industrielle liée aux tests, que personne ne se propose de mettre à contribution, s'est aussi largement enrichie avec l'épidémie. Le laboratoire français Biomérieux, qui produit machines et fournitures nécessaires aux tests, a par exemple augmenté ses bénéfices de 50% en 2020.

Sacha Kami

## Bug informatique: le passe et ça casse

Une panne informatique géante a touché plus de 10000 pharmacies, les empêchant de délivrer les passes sanitaires sécurisés à la suite d'un test antigénique. Celle-ci a duré plusieurs heures vendredi 13 août et s'est prolongée jusqu'à samedi soir au moins.

Des milliers de personnes se sont retrouvées sans passe sanitaire valide alors que celui-ci est désormais exigé pour accéder aux restaurants, cafés, bars, centres commerciaux et maisons de retraite mais aussi pour prendre un avion ou un train. Dans l'incertitude, certains ont même dû renoncer à leurs projets.

À la suite de cet immense cafouillage, le ministère de la Santé a fait savoir que les attestations manuscrites établies par les pharmacies seraient temporairement acceptées et que les contrôles seraient assouplis.

La faute incomberait au nombre de demandes particulièrement élevé dans le week-end. Ceux qui ont imposé le passe... n'ont pas anticipé qu'il y aurait beaucoup de monde à vouloir sortir ou se déplacer un week-end de beau temps.

Le gouvernement n'était donc même pas en mesure de faire appliquer ses propres règles!

Thomas Rolin

## Manifestations contre le passe sanitaire : le mouvement continue

En plein cœur de l'été, les manifestations contre le passe sanitaire et la politique gouvernementale se poursuivent. Pour le cinquième samedi consécutif, près de 215 000 personnes ont participé à plus de 200 défilés et rassemblements organisés dans le pays.

Bien que la loi ne sanctionne plus l'absence de passe sanitaire par le licenciement, de nombreux patrons menacent des travailleurs de les priver d'emploi, y compris dans des secteurs non concernés par l'obligation vaccinale. De nombreux intérimaires sont soumis au chantage des agences d'intérim.

Le contrôle des passes sanitaires à l'entrée des hôpitaux aboutit à un tri des visiteurs et même des patients. Autant de situations révoltantes qui alimentent à juste titre l'hostilité envers le gouvernement.

La contestation exprime aussi un manque de confiance dans les vaccins contre le Covid et dans l'industrie pharmaceutique. Ni le gouvernement ni les capitalistes du médicament ne sont légitimes pour y répondre. Eux qui acceptent de cacher les prix des vaccins et les contrats passés. Eux aussi qui refusent de rendre les brevets publics pour permettre la vaccination dans les pays pauvres.

Ils sont responsables du

manque de moyens pour faire face à l'épidémie. Alors, il n'est pas question d'accepter leurs leçons de morale et ce coup politique de Macron. Il vise à reporter la responsabilité sur les travailleurs qui ont fait face depuis le début de l'épidémie... quand le gouvernement multipliait les mensonges.

Les manifestations expriment aussi la colère contre la prétention des gouvernants à dicter les moindres aspects de la vie des travailleurs. Cet autoritarisme renforce une dictature patronale qui rend chaque année la vie plus difficile. Les horaires de plus en plus variables, la hausse des cadences qui se combine souvent avec le chômage partiel et les salaires diminués limitent les loisirs et compliquent la vie de famille aussi sûrement que le passe sanitaire.

Ceux qui continuent à protester contre le renforcement de la dictature patronale ont mille fois raison.

Sacha Kami

## Chômage : chiffres en trompe-l'œil

Au deuxième trimestre 2021, d'après les statistiques calculées selon les critères du BIT (Bureau international du travail) et publiées par l'Insee, le taux de chômage en France, hors Mayotte – alors qu'il n'y a aucune raison d'exclure cette partie de la population – serait retombé à 8%, son niveau de fin 2019.

Les salariés n'ayant exercé aucun emploi seraient donc 2,4 millions. Mais le tiers d'entre eux sont chômeurs depuis plus d'un an. Le taux de chômage des plus de 50 ans a encore augmenté, un jeune actif de moins de 25 ans sur cinq est encore sans emploi. Et si on ajoute tous ceux qui n'ont trouvé que quelques courts CDD, on n'est pas loin des six millions de demandeurs d'emploi.

Le gouvernement se félicite pourtant de cette baisse et la ministre du Travail Elisabeth Borne annonce un « plan massif de formation

et de requalification » pour les chômeurs de longue durée, une aide pour les jeunes sans emploi, sans formation et loin des études, bref une nouvelle usine à gaz à l'odeur très électorale.

En réalité, la diminution de l'indemnisation du chômage partiel et l'entrée en vigueur, prévue pour octobre, de la baisse des allocations-chômage, loin du discours gouvernemental sur le sort des chômeurs, sont des armes de guerre pour enfoncer une partie du monde du travail dans la misère. Inacceptable!

Sylvie Maréchal



## Les manœuvres démagogiques du gouvernement

Le gouvernement, relayé complaisamment par une partie de la presse, a mis l'accent sur l'existence de pancartes antisémites lors des manifestations. Il s'en sert pour tenter de discréditer l'ensemble d'un mouvement qui ne faiblit pas.

Il est vrai que l'extrême droite et certains courants particulièrement réactionnaires sont présents dans ces manifestations et cherchent à profiter de la colère en la détournant des véritables responsables. Ce sont exactement les mêmes courants politiques qui accusent les travailleurs immigrés, les sans-papiers, les réfugiés, les migrants d'être responsables du chômage afin de cacher la responsabilité, accablante, des capitalistes qui licencient. Et quand la colère des travailleurs se tourne contre ceux qui dirigent la société, ces courants tentent alors, en reprenant les immondices antisémites, de camoufler que ce sont les capitalistes, les grandes entreprises qui dominent l'économie.

Les idées politiques d'extrême droite, le racisme et l'antisémitisme,

représentent un véritable danger. Le fait qu'elles puissent s'exprimer dans ces manifestations n'est, hélas, pas étonnant. Non seulement elles sont endémiques dans cette société d'oppression, mais, depuis des décennies, tous les gouvernants de gauche comme de droite ont agité les préjugés antimigrants, antimusulmans, voire ont multiplié les mesures contre ces travailleurs pour accentuer la division. Cette poussée générale à droite fait resurgir et renforce tous les préjugés dont, inévitablement, l'antisémitisme.

Le fait qu'ils trouvent à s'exprimer parmi les manifestants contre le passe sanitaire ne doit pas retenir les travailleurs conscients d'aller y défendre leurs idées. Cela montre que la méfiance et la colère contre un gouvernement ne sont que le

début de la conscience... si toutefois ces sentiments rencontrent une politique fondée sur les intérêts de la classe ouvrière.

Il faut combattre la montée de l'extrême droite et le crédit qu'elle gagne dans les classes populaires. Il faut combattre l'antisémitisme que certains voudraient faire passer pour de la contestation du capitalisme. Seuls ceux qui dénoncent les vrais possédants, les vrais dirigeants de l'économie – les capitalistes exploités du travail ouvrier, affameurs des pays pauvres –, peuvent le faire efficacement.

Les communistes révolutionnaires doivent porter haut et fort leur programme, pour la défense des intérêts des travailleurs et pour l'expropriation des capitalistes. La classe ouvrière armée des idées politiques lui permettant de mener ses combats jusqu'au bout : voilà le seul antidote contre la montée des idées racistes et xénophobes.

Marion Ajar

## Quelle pénurie de main-d'œuvre ?

Le nombre de chômeurs, ce vivier de travailleurs potentiels, n'empêche pas des patrons de continuer à se plaindre de difficultés de recrutement.

En particulier, François Asselin, le président des patrons de PME, s'alarme d'une « pénurie de main-d'œuvre » et d'augmentations de salaires réclamées par des salariés en position de force ! « Cela entame la marge des entreprises, déplore-t-il. Une forte inflation des salaires n'est viable que si le prix de

vente ou la production augmente. » Augmenter les prix ou la production, donc l'exploitation des salariés, il n'y a donc rien de changé dans les propositions patronales.

Quant aux augmentations de salaires, contrairement au nombre de chômeurs, il faut une loupe pour les repérer. Pour autant,

voilà une piste à suivre pour les patrons grands ou petits, qui pleurent sur la difficulté à recruter.

Avoir un salaire correct pour un emploi dans des conditions de travail supportables, c'est le minimum. Exiger la répartition du travail entre tous, une augmentation des salaires et leur indexation sur les prix : c'est l'urgence.

S. M.

# Liban : une explosion meurtrière sur fond de crise

Un peu plus d'un an après celle du port de Beyrouth, une nouvelle explosion meurtrière s'est produite dans le Akkar, dans le nord pauvre du Liban.

En cause, la crise d'approvisionnement de carburant qui, parmi d'autres pénuries dramatiques, affecte durement la population.

Dans la nuit du 15 août, une citerne gardée par l'armée a explosé tandis que des habitants tentaient de s'approvisionner, provoquant la mort de 28 personnes et en blessant 80 autres. L'annonce quelques jours auparavant par le gouverneur de la banque centrale de l'arrêt des subventions sur le carburant a augmenté l'angoisse de ceux pour qui il est vital, pour remplir les réservoirs des voitures et surtout pour faire fonctionner les groupes électrogènes. Des stations-service ont en effet fermé dès l'annonce, certains propriétaires spéculant sur la montée des prix.

Les centrales électriques elles-mêmes fonctionnent de moins en moins régulièrement, faute de carburant, et dans les villes, souvent sans éclairage nocturne, les

coupures sont fréquentes et peuvent durer jusqu'à 20 heures par jour. Faire face à la chaleur est devenu mission impossible, notamment pour conserver les aliments, et les plus âgés courent de grands risques faute de ventilation. Les hôpitaux eux-mêmes sont privés de courant et l'hôpital public de Beyrouth ne peut faire fonctionner que deux générateurs sur sept. Des soignants en sont réduits à ventiler des malades à la main. Le plus grand hôpital privé de la ville vient d'annoncer qu'il devrait cesser ses activités faute de courant.

Au manque de carburant et de courant électrique s'ajoute une pénurie générale des produits importés, en raison du décrochage de la livre libanaise qui a perdu, depuis 2019, 90% de sa valeur face au dollar. Se procurer des médicaments courants, devenus inabordable, est de toute façon très difficile, à l'hôpital comme dans les pharmacies. Le prix



La maison du propriétaire incendiée par la population après l'explosion de la citerne d'essence.

des produits alimentaires de première nécessité a explosé, multiplié par cinq ou six en quelques mois. Nombre de jeunes pourvus de diplômes ne voient que l'émigration comme solution.

La crise, inflation galopante et chômage massif, s'est tant aggravée que, selon l'ONU, près de 80% de la population du petit pays sont sous le seuil de pauvreté défini par l'organisme. La classe bourgeoise qui se partage le pouvoir entre grandes familles des trois principales confessions est de plus en plus vomie par la population,

victime de la corruption qui sévit d'autant plus avec la crise. La crise politique secoue le régime depuis des mois et, récemment, Saad Hariri a renoncé à prendre la responsabilité de former un gouvernement, clause imposée par les bailleurs de fonds éventuels et les grandes puissances pour verser des aides.

Depuis l'explosion dans le Akkar, de nouvelles manifestations ont mis en cause le Premier ministre intérimaire et des députés de la région, rassemblant notamment des jeunes du Mouvement du 17 octobre. « *Le peuple exige la*

*levée des immunités* », a-t-on entendu. En effet, commente une manifestante : « *Si les contestataires s'en prennent au domicile des hommes politiques, c'est parce qu'ils savent que tous leurs biens ont été puisés dans l'argent du peuple, par le biais de la corruption et du clientélisme* ».

Précipitées dans la misère par la crise économique, les classes populaires ont raison de se révolter. Mais elles auront à s'en prendre, au-delà des gouvernements, au système capitaliste que ceux-ci défendent.

**Viviane Lafont**

## Union européenne-Mauritanie : les requins aiment la sardine

Le 28 juillet l'Union européenne et la Mauritanie ont renouvelé pour cinq ans l'accord permettant aux bateaux-usines des pays capitalistes du Nord de venir travailler sur les bancs poissonneux de l'Ouest africain.

La négociation est présentée par les signataires européens sous les aspects les plus vertueux, promettant tout à la fois de protéger la ressource en poisson, les intérêts des artisans pêcheurs mauritaniens, ceux de la population locale en général et même de doter cet État, un

des plus pauvres du monde, des moyens propres à contrôler lui-même qui pêche quoi dans ses eaux territoriales. La réalité est évidemment beaucoup moins reluisante.

Il s'agit tout d'abord d'une excellente affaire pour les industriels de la grande pêche. L'UE versera 57,5 millions

d'euros par an à la Mauritanie, plus une subvention de 16,5 millions destinée à l'aider à améliorer ses méthodes de pêche. Les bateaux européens doivent, c'est bien le moins, payer des licences pour opérer dans les eaux mauritaniennes. Il est prévu qu'ils y raflent près de 300 000 tonnes de poissons par an, dont 20 000 tonnes de thon. Aujourd'hui le thon blanc se négocie autour de 7 euros le kilo à Rungis, soit

140 millions d'euros pour la capture annuelle mauritanienne. Autrement dit, la seule pêche au thon, moins d'un dixième du total, couvre, et au-delà, les contributions versées à la Mauritanie.

Ce pays n'est pas en position de négocier. La pêche industrielle, 90% des captures dans la zone, représente 20% des ressources de l'État. Elle est complètement dominée par les groupes capitalistes des pays riches qui utilisent tous les moyens pour accéder à la ressource. Il y a quelques années, la Namibie, pays comparable à la Mauritanie – grande pauvreté, population peu nombreuse, plateau continental riche en poissons très peu exploités localement – avait voulu réserver la pêche à des entreprises locales. En 2019, en annexe aux révélations de Wikileaks, la presse découvrait qu'une des premières compagnies de pêche au monde avait versé des millions de dollars de pots-de-vin à divers ministres pour mettre ses bateaux sous pavillon namibien. Le jeu devait en valoir la chandelle.

Au pillage pur et simple s'ajoute l'absurdité criante. Une partie de cette pêche

est transformée en farine de poisson destinée à nourrir les saumons d'élevage ou les poulets en batterie. Les ONG estiment que 500 000 tonnes de poissons, des sardines entre autres, sont ainsi prélevées chaque année sur les côtes d'Afrique de l'Ouest pour cette pêche dite minière. Des poissons frais propres à la consommation humaine sont donc transformés en produits de la grande industrie de piètre qualité nutritionnelle.

Enfin, comme on peut s'y attendre, aussi bien les pêcheurs locaux que des ONG dénoncent un dangereux pillage de la ressource, menaçant certaines espèces. C'est évidemment le cas dans toutes les mers du globe. Mais, dans ce cas, c'est lu et approuvé par ces mêmes députés européens qui se gargarisent jour et nuit de discours écologiques, de droit des peuples et de démocratie. Ces gens sont même extrêmement fiers d'avoir généreusement prorogé la clause laissant l'exclusivité de la pêche aux poulpes aux pêcheurs locaux. Autant leur voter le droit de sucer les têtes des sardines rescapées des bateaux-usines.

**Paul Galois**



Bateau-usine utilisé au large des côtes africaines.

## Haïti : plus que le tremblement de terre, c'est la misère qui tue

Haïti vient de connaître un nouveau tremblement de terre, d'une magnitude de 7,2, dans le sud du pays. Le bilan provisoire est terrible : plus de 1 900 morts et 9 900 blessés. Plus de 30 000 maisons sont détruites et des milliers d'habitants sont à la rue.

Ce tremblement de terre est moins meurtrier que celui de 2010 parce qu'il a touché des zones moins urbanisées et a épargné la capitale Port-au-Prince. En 2010 plus de 280 000 personnes avaient été tuées et plus de 300 000 blessées pour une population de près de 10 millions à l'époque. Les Cayes, la ville la plus touchée aujourd'hui, est la préfecture du sud du pays.

Pendant force est de constater que des tremblements de terre comparables au Japon font bien moins de victimes. En février dernier un séisme d'une amplitude de 7,3 à Fukushima a fait une centaine de blessés. Dans un pays développé, les constructions antisismiques

permettent d'éviter que les maisons s'écrasent sur les habitants. Rien n'est prévu à Haïti. Pire, les reconstructions prennent rarement en compte les tremblements de terre. Et une fois de plus, ce sont les habitants qui, livrés à eux-mêmes, organisent la solidarité, sans l'aide de l'État et au milieu des gangs qui rackettent. Ce sont les habitants qui déblaient, souvent à mains nues, pour essayer de retrouver des victimes sous les décombres. Nombreux sont ceux qui n'osent même plus entrer dans les quelques maisons intactes parce qu'ils craignent les répliques, alors qu'une tempête tropicale s'approchait.

Dans cette situation, l'aide



Les ravages du séisme du 14 août 2021.

occidentale est pour l'instant inexistante. Seuls le Mexique et le Chili ont envoyé aide, médicaments et vivres. Pourtant, l'impérialisme américain comme d'ailleurs l'impérialisme français sont bien présents à Haïti sous la forme de nombreuses industries de textile, de matériaux d'emballage, de composants électroniques. L'État américain en

garantit les profits en intervenant auprès du gouvernement haïtien. La presse a ainsi révélé que, pour complaire aux patrons du textile Levi Strauss et Hanes, l'administration Obama, en 2011, avait fait pression pour que le gouvernement haïtien maintienne le salaire à 31 cents de dollar de l'heure alors que ce dernier voulait le relever à 61 cents.

L'impérialisme a tout intérêt à laisser la population haïtienne dans la misère pour favoriser l'exploitation. C'est en cela qu'il porte la responsabilité de l'état d'arriération des infrastructures, des constructions et donc en dernier ressort des morts du tremblement de terre.

Aline Urbain

## Algérie : incendies meurtriers et incurie de l'État

De gigantesques incendies ravagent le nord de l'Algérie depuis début août. Les feux sont particulièrement meurtriers en Kabylie, à 100 kilomètres à l'est d'Alger.

Alors que le pays continue de faire face à une troisième vague très violente du Covid, une autre vague, de chaleur cette fois-ci, avec des températures dépassant souvent les 40 degrés, frappe le nord avec un bilan humain et matériel dramatique.

Les communiqués officiels parlent de 140 victimes et de dizaines de disparus; du bétail, des champs qui constituaient le gagne-pain de plusieurs milliers de familles sont partis en fumée. Le bilan

est particulièrement lourd en Kabylie où les victimes ont été le plus souvent surprises dans leur sommeil par la brutalité des feux, qu'elles croyaient éteints par la mobilisation des jeunes, mais qui ont repris, faute de présence et de contrôle de la part des pompiers qui auraient pu diriger les opérations.

Comme pour le Covid, le gouvernement a étalé son incurie et son manque d'anticipation face à un phénomène pourtant récurrent,

44 000 hectares de forêt avaient déjà brûlé en 2020. Ce même gouvernement réprimait les manifestations des pompiers il y a quelques mois, refusant de répondre à leurs revendications quant aux moyens nécessaires pour leur travail et au manque d'effectifs. Il parle aujourd'hui, par la voix du ministre de l'Intérieur de « mains criminelles » et met en avant la simultanéité des feux pour le prouver. L'État tente là de faire oublier sa responsabilité dans le délabrement des services publics utiles à la population.

Le discours complotiste du gouvernement conjugué à

la propagande réactionnaire sur le particularisme kabyle et sur un supposé complot contre la Kabylie ont été l'aliment d'un drame à Larba Nath Irathen, une localité particulièrement endeuillée par les feux. Un jeune volontaire, militant associatif originaire de Aïn El Defla (située dans une région arabophone), accusé à tort d'être pyromane, a été victime d'un lynchage avant d'être brûlé, après avoir été extirpé d'un véhicule de police. Un crime commis par une foule chauffée à blanc par ces différents discours et voyant dans ce jeune l'exécutant de ce complot. L'appel au calme

du père de la victime a sans doute apaisé les esprits et évité que la situation s'aggrave davantage.

En soutien à la population victime des incendies, l'élan de solidarité et d'organisation se poursuit, avec des caravanes populaires venant de toutes les régions du pays, des collectes d'argent et de vivres, des médicaments, des citernes d'eau, des couvertures, et nombre d'autres initiatives comme l'accueil des sinistrés. Ce que l'État ne fait pas, la population travailleuse montre qu'elle est capable de l'organiser elle-même.

Djilali Mohand

## Vaccins : cruelle pénurie dans les pays pauvres

Les livraisons de vaccins vers l'Afrique augmentent, s'est félicitée l'Organisation mondiale de la santé (OMS) fin juillet.

Quatre millions de doses du mécanisme Covax seraient arrivées fin juillet, contre 245 000 doses au cours du mois de juin.

Cela reste très faible car actuellement 37 millions de doses sont injectées par jour... essentiellement dans les pays riches. C'est aussi très peu au regard de la population du continent africain : 1,37 milliard d'habitants. Au moment où l'on dépasse les 4,7 milliards d'injections sur l'ensemble

de la planète, les pays pauvres peinent toujours à se procurer les doses de vaccins anti-Covid : seuls 1,3% de leurs habitants ont reçu au moins une dose.

Si du côté des scientifiques et des chercheurs le travail de mise au point rapide des vaccins a été un succès, la production mondiale, dépendante des décisions des actionnaires des grands laboratoires, reste insuffisante. Ces entreprises capitalistes vendent

l'essentiel de leurs doses aux gouvernements de pays riches qui se font concurrence pour les accaparer. En payant le prix fort – et même de plus en plus fort car Moderna et Pfizer ont récemment augmenté leurs prix – ceux-ci ont acheté ou commandé de quoi vacciner trois ou quatre fois leur population ; la France par exemple pourrait disposer de 273 % des doses nécessaires à ses besoins.

Depuis des mois, l'OMS constate ces inégalités, en vain. Elle s'alarme de cette situation qui favorise

l'émergence de variants tant que le virus circule librement dans de grandes parties de l'humanité qui n'ont pas accès aux vaccins. Même la population des pays développés, majoritairement vaccinée, est à la merci du développement d'un nouveau variant qui rendrait les vaccins actuels inopérants ou réduirait leur efficacité.

Les leçons de morale que Macron assène ainsi que les contraintes et le chantage qu'il exerce sur les non-vaccinés n'ont rien à voir avec la volonté de

protéger la population. Elles ne servent qu'à couvrir la course au profit des grandes entreprises, en l'occurrence pharmaceutiques, qui est leur seul credo. Pour ces capitalistes, peu importent les millions de morts, pourvu que les actionnaires s'enrichissent. Et ils s'enrichissent beaucoup en cette période de crise sanitaire.

Pendant ce temps des dizaines de milliers de malades meurent en Indonésie, en Tunisie et en Algérie, au Sénégal et dans bien d'autres pays.

Frédéric Gesrol

# Antilles : le virus du capitalisme et son variant colonial

**Les membres du gouvernement, le préfet, les directeurs de l'Agence régionale de santé et d'autres mettent en cause l'insuffisante vaccination de la population dans la flambée de l'épidémie aux Antilles françaises.**

S'il est vrai que le vaccin protège très largement des formes graves, d'autres facteurs poussent une grande partie de la population antillaise à hésiter, voire à refuser de se faire vacciner.

En effet, une grande méfiance a gagné ces dernières années la population, et singulièrement les travailleurs, quant aux décisions venues de Paris. Et avant tout le scandale du chlordécone, ce pesticide

responsable de milliers de malades et de morts.

D'autre part, l'eau courante est impropre à la consommation, car Veolia et la Générale des eaux se sont contentées d'empocher les profits et ont quitté les Antilles en y laissant un réseau pourri. Et tout cela avec le soutien d'une partie des élus et des responsables locaux qui se sont servis au passage sur les redevances des usagers. Des milliers de gens en souffrent et sont

révoltés. Comment observer correctement les gestes barrières avec des coupures d'eau incessantes ?

S'ajoutent à cela 30 à 40% de chômage, l'appauvrissement accru de la population. Alors sa méfiance à l'égard de l'État et de ses représentants locaux n'a rien d'étonnant. Et cela s'est manifesté aux dernières élections par 70% d'abstention.

De plus, la population antillaise est sujette à de graves maladies endémiques, entre autres l'hypertension et le diabète. La malbouffe entraîne l'obésité qui touche beaucoup de gens, surtout parmi les classes pauvres.

C'est le résultat de siècles de misère et d'exploitation coloniale. Le scandale des yaourts vendus aux Antilles, bien plus sucrés que ceux vendus dans l'Hexagone, a révélé la chose, il y a plusieurs années. Cette situation qui fragilise la population n'a pas disparu.

Oui, la pauvreté tue aussi. La pauvreté plus le Covid et les comorbidités, plus encore.

Le vaccin pourrait pourtant sauver des gens. Il l'a déjà fait. Mais la méfiance est telle que la majorité de la population n'y croit pas.

Le système colonial, ce dangereux variant du

capitalisme, qui a prévalu pendant un siècle et demi après l'abolition de l'esclavage et dont les séquelles demeurent, porte une lourde responsabilité dans tout cela. C'est lui le pire des virus qui a causé autant de dégâts physiques que moraux !

Macron, proposant des sanctions notamment pour les soignants qui ne se vaccineraient pas, a accru la colère populaire contre les sanctions, et aussi contre le vaccin.

Il n'y a pas à culpabiliser la population. Ceux qui le font en prétendant lui venir en aide sont ses ennemis.

**Pierre Jean-Christophe**

## L'épidémie de Covid s'aggrave, les ministres font des promesses

**Avec des taux d'incidence de Covid dépassant 1 000 pour 100 000 habitants dans chaque île depuis le début du mois d'août, au lieu du maximum fixé à 250, la Martinique puis la Guadeloupe sont passées une nouvelle fois en confinement strict pour au moins trois semaines.**

En une semaine, le nombre d'hospitalisations liées au Covid a grimpé à 600, et 101 patients se trouvaient en réanimation le 10 août. De nombreux morts sont à déplorer.

Du mardi 10 au jeudi 12 août, Sébastien Lecornu et Olivier Véran, le ministre des Outremer et celui de la Santé, ont visité des structures hospitalières et des centres de vaccination en Guadeloupe et en Martinique. Arrivant avec 240 soignants volontaires et aguerris, les ministres de Macron avaient pour mission de montrer que l'État venait en aide à un système hospitalier local débordé et à la population frappée par la crise sanitaire.

Les ministres se sont voulus rassurants. Ils ont promis que la solidarité nationale des soignants accompagnée par l'État serait poursuivie au-delà d'une première mission de quinze jours. Ils ont aussi promis l'ouverture d'un hôpital militaire équipé de 20 lits de réanimation en Martinique. Dans son élan, face à la méfiance affichée par les agents hospitaliers, Véran a annoncé « plusieurs centaines de millions d'euros », mais aussi « une reprise de

dettes des hôpitaux à raison de plusieurs millions d'euros, des recrutements de soignants, des créations de lits... l'argent est là... les promesses sont tenues ». Il a fallu cette situation dramatique pour entendre les ministres faire des promesses. Pour répondre à l'appétit des multinationales pharmaceutiques, ils ne se sont pas contentés de promesses. Cela confirme que, pour eux, les profits des capitalistes passent avant l'amélioration des conditions de travail des agents hospitaliers et la santé de la population.

Pour autant, une partie de la population n'est pas dupe et continue de condamner l'obligation vaccinale et le passe sanitaire mis en place par le gouvernement Macron, mais aussi les attaques antiouvrières en cours. Cela a été le cas en Martinique lors du rassemblement organisé le 12 août par les organisations syndicales et le Collectif des pompiers devant le CHUM de Fort-de-France et en Guadeloupe avec la manifestation des organisations syndicales et politiques à Bouillante le 14 août. Ces mobilisations continuent.

**Marianne Tibus**



Mobilisation du 12 août devant le CHU de Martinique.

## Pénurie et manque de crédits

**La crise survient dans un contexte où l'hôpital public est déjà malade, maltraité par la politique menée depuis des années.**

Année après année, les budgets de la Santé et de la Sécurité sociale, qui financent les hôpitaux, ont été revus à la baisse, voire sabrés. En Martinique et en Guadeloupe, les salariés des hôpitaux ont mené de nombreuses luttes. Ils se sont battus pour arracher des postes supplémentaires, des moyens financiers pour l'achat de matériel en tenant compte des taxes d'octroi de mer supplémentaires payées en raison de l'éloignement, pour effacer les dettes de centaines de millions d'euros

qui plombent le fonctionnement normal des structures et même parfois le paiement des salaires.

Les gouvernants et leurs ARS (agences régionales de santé) avaient leurs réponses : la restructuration hospitalière à marche forcée, pour rationaliser les dépenses. Cela a été le cas pour le CHU de Martinique réunissant les centres hospitaliers de Fort-de-France, du Lamentin et de Trinité. Les séquelles de cette politique sont évidemment nombreuses. Les budgets restent insuffisants, compte

tenu des besoins, de l'évolution des populations et de la prise en charge des pathologies. Cela entraîne des fermetures de services ou de lits. Les agents, eux, sont toujours confrontés à des mutualisations-bouche-trous, à des conditions de travail qui s'aggravent, et à des salaires qui stagnent.

Aujourd'hui, les promesses ministérielles sont prises avec méfiance. Face aux stigmatisations et aux menaces dont ils font l'objet dans le cadre de l'actuelle crise sanitaire, les salariés des hôpitaux ont toutes les raisons de montrer leur détermination à ne pas se laisser faire.

**M. T.**



## Hôpital de la Pitié-Salpêtrière : le passe sanitaire avant les embauches ?

Alors que dans les services de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, à Paris, le personnel est au bout du rouleau et que les vacances à peine prises semblent bien lointaines, la direction ne s'occupe que de la mise en place du passe sanitaire.

Les patients et les visiteurs sont strictement contrôlés aux entrées de l'hôpital par les agents de sécurité qui scannent les QR-codes. Les visiteurs qui n'en ont pas sont priés d'aller faire un test antigénique à la pharmacie la plus proche. Les patients qui ont rendez-vous peuvent le faire dans les tentes installées à cet effet dans l'hôpital. Et ceux qui sont hospitalisés doivent arriver munis de leur test de moins de 72 heures.

Certains sont parfois

refoulés et doivent revenir avec leur test fait. Alors que cette mesure est en place depuis plus d'un an, la direction n'a rien organisé pour ne mettre personne en difficulté, ni les patients ni le personnel de l'hôpital.

Bon nombre de soignants sont scandalisés par cette situation. Outre le fait qu'ils refusent de « cliquer » les patients, ils constatent que cela revient à limiter l'accès aux soins.

Le passe sanitaire du personnel est contrôlé dans les services par l'encadrement.

Ce dernier le fait avec plus ou moins de zèle. Beaucoup de cadres considèrent que ce n'est pas leur travail et, avec le sous-effectif du mois d'août, elles ne prennent pas le risque de faire faire demi-tour à qui que ce soit. Elles se contentent d'informer des consignes de la direction ou essaient de convaincre les non-vaccinés de le faire.

Mais cela risque de changer à la rentrée où la pression pour avoir au moins la première vaccination avant le 15 septembre va s'intensifier.

Ce qui est certain, c'est que l'hôpital se retrouve sous surveillance, bien davantage que depuis la mise en place des plans Vigipirate. Cela choque bon nombre d'agents, qu'ils soient hospitaliers ou des entreprises extérieures.

Et puisque se poursuivront les attaques sur les retraites, sur les indemnités chômage, la suppression des lits dans les hôpitaux... des mobilisations seront nécessaires pour contrecarrer les plans du gouvernement.

Correspondant LO



## Hôpital de Montargis : un audit, et après ?

À l'unité de soins de longue durée du Centre hospitalier de Montargis, dans le Loiret, un audit a été réalisé pour évaluer le niveau de stress et de fatigue du personnel.

Résultat : la majeure partie serait au bord de basculer dans le burn-out. Ce n'est une surprise pour personne dans ce service qui réclame, comme dans bien d'autres, le renforcement des équipes

## Dans les bulletins Lutte ouvrière

### Embaucher pour soigner, pas pour contrôler

49 embauches au CHU : on se dit que c'est formidable, depuis le temps que nous pâtissons du manque d'effectif!

Sauf que là, il s'agit de personnes chargées de contrôler les passes sanitaires des patients et des visiteurs. Cette atteinte à l'accès aux soins se rajoute au scandale du manque d'effectif.

Si la direction a aujourd'hui le budget pour embaucher pour contrôler, elle aurait pu l'utiliser pour embaucher dans les services. 49 personnes de plus, ça ne résoudrait pas le problème énorme du sous-effectif mais ce serait déjà ça!

Hôpital d'Angers

### Une politique irresponsable

Cet été, les Urgences de Château-Gontier et du Bailleul ont fermé à plusieurs reprises. À la clinique de l'Anjou, elles ont fermé la nuit.

La raison : un manque de personnel, notamment de médecins urgentistes. Résultat : Les patients affluent au CHU et les urgences débordent, faute de lits.

C'est le résultat de la politique

d'économies exercée depuis des années dans les hôpitaux, et de la limitation volontaire de la formation de médecins. Une politique irresponsable et criminelle.

Hôpital d'Angers

### Numéro vert, réalité noire

Un beau panneau, visible depuis le périphérique, fait la publicité d'un numéro de téléphone en cas de problème de santé mentale.

Toutefois, il ne précise pas que les délais d'attente pour obtenir un rendez-vous peuvent atteindre plusieurs mois, ni que la direction a fermé plus d'une centaine de lits ces derniers temps. Moins la direction met de moyens pour soigner les patients, plus elle soigne sa com.

Hôpital du Vinatier - Lyon

### Trop nombreux, qu'on vous dit !

La période des vacances n'est pas encore terminée que des collègues en CDD apprennent qu'ils seront virés à la rentrée, parfois après des années passées à l'hôpital.

Et dire que le gouvernement prétend lutter contre la quatrième vague...

Centre hospitalier - Tourcoing

depuis des mois. Les chiffres vont maintenant faire l'objet de discussions lors des prochaines réunions d'hygiène et de sécurité en septembre. Tout le monde sait qu'il n'en sortira

que de la poudre aux yeux. Pourtant, au nom de la santé, le gouvernement et ses porte-seringues savent trouver tous les moyens pour imposer, aux soignants et à la population, contraintes et sanctions, quitte à priver les travailleurs de leur salaire puis de leur emploi.

Correspondant LO

## Vigiles : qui contrôle les salaires ?

La mise en place du passe sanitaire a obligé nombre de centres commerciaux, d'hôpitaux, de musées à recruter des vigiles pour contrôler les usagers.

Ce secteur compte environ 180 000 salariés, souvent payés au smic ou guère plus. Pendant le confinement, nombre d'entre eux ont été licenciés parce qu'ils travaillaient dans les aéroports ou ont préféré changer de travail parce que 80 % du smic ne leur permettait pas de vivre.

D'autant que les

conditions de travail sont souvent pénibles. Comme les caissières ou les serveurs, les agents de sécurité ont souvent des journées à rallonge avec des coupures, en équipe, ils alternent les nuits et les jours.

Alors aujourd'hui, de nombreux patrons des entreprises de sécurité se plaignent d'une

pénurie de personnel. Ce sont pourtant les mêmes qui ne veulent pas les augmenter.

À cela s'ajoutent les exigences légales de la profession. Le vigile doit renouveler sa carte professionnelle tous les cinq ans, se soumettre à une enquête de compétence et de moralité et suivre 175 heures de formation. La loi de sécurité globale a aussi aggravé les conditions pour accéder à ce travail mal payé : il faut maintenant présenter un titre de séjour de plus

de cinq ans pour obtenir sa carte. Cela écarte à peu près 10 à 20 % des candidats potentiels.

Et une fois ce précieux sésame obtenu, rien ne garantit au travailleur de pouvoir garder sa carte. Car cette dernière peut être bloquée en cas d'altercation ou de plainte d'un client, jusqu'à ce que l'affaire soit tirée au clair.

Déjà la perspective de contrôler des travailleurs comme eux n'enchantent pas les vigiles mais des risques d'altercations

sont prévisibles. Bien des vigiles sont inquiets, comme le résume un syndicaliste CGT de la profession : « C'est du travail en plus, des tensions et des responsabilités en plus, pour zéro euro en plus. »

Le gouvernement veut obliger ces travailleurs à surveiller d'autres travailleurs. Il refuse en revanche de contraindre les patrons à payer des salaires décents aux travailleurs chargés de ce contrôle... et aux autres.

Aline Urbain

## Université Sorbonne nouvelle : bonnes vacances ?

Fin juin, moins d'un mois avant la fermeture de la Sorbonne nouvelle pour les congés d'été, une cinquantaine de travailleurs des services administratifs ont reçu un courrier recommandé leur annonçant le non-renouvellement de leur CDD à la fin de l'année 2021-2022 et une dizaine d'entre eux la fin de leurs contrats au 1<sup>er</sup> septembre. De quoi passer des vacances sereines !

L'université de la Sorbonne nouvelle - Paris 3, située près du métro Censier-Daubenton, accueille chaque année autour de 17000 étudiants. Elle emploie autour de 700 enseignants-chercheurs et autant de BIATSS, à savoir les salariés des services administratifs et techniques. 40% des enseignants et des BIATSS sont des contractuels, sans compter les centaines de chargés de cours, des vacataires payés à l'heure effectuée qui assurent l'essentiel des travaux dirigés en première et deuxième année. Comme toutes les universités françaises, où chaque année les gouvernements suppriment plus de postes qu'ils n'en créent, la Sorbonne nouvelle ne pourrait

fonctionner sans un renfort permanent de travailleurs non titulaires. La part des salariés recrutés en CDD ne cesse donc d'augmenter.

L'annonce du non-renouvellement des CDD avec un an d'avance a été une douche froide pour les concernées - en majorité des femmes. Le mot de la direction de l'université leur assurant qu'elles seraient « accompagnées » n'y change rien. Il a été reçu plutôt comme une provocation, de la part d'un président qui avait assuré lors de son élection que sa gestion serait plus humaine que celle de son prédécesseur !

L'annonce rappelle une tentative antérieure de non-renouvellement massif des salariés contractuels, en

2017. Celle-ci avait été abandonnée grâce à une mobilisation importante, qui avait permis le renouvellement des CDD et aussi, pour certains, l'accès au CDI. Face aux licenciements prévus - car un non-renouvellement de CDD n'est pas autre chose qu'un licenciement - c'est la même réaction qui serait salutaire.

Une réaction collective est d'autant plus nécessaire qu'au fil des « réformes » de l'enseignement supérieur, les politiques d'austérité budgétaire ont conduit à ce que la précarité généralisée devienne le mode de fonctionnement ordinaire des universités publiques.

À la Sorbonne nouvelle, si le délai a été bien court pour organiser une riposte collective à l'approche des vacances, les travailleurs attaqués comptent bien se retrouver dès la rentrée, fin août, pour faire connaître à tous leur situation et discuter ensemble des moyens de faire reculer la direction.

**Correspondant LO**



## Knorr - Duppigheim : non aux licenciements !

Le groupe Unilever confirme la fermeture de l'usine Knorr de Duppigheim fin septembre, une fermeture à laquelle se sont opposés les travailleurs de l'usine depuis des mois, par la grève et les manifestations.

Unilever prend prétexte de la baisse des ventes de soupe pour enlever aux travailleurs de Knorr le salaire qui les fait vivre. Mais

Unilever a réalisé l'an passé 50 milliards de chiffre d'affaires et près de 6 milliards de profits.

Quand il y a moins de travail, il y a une solution pour maintenir les emplois: imposer la répartition du travail entre tous en maintenant les salaires. En prenant sur les profits, il y aurait de quoi financer tout cela.

**Correspondant LO**

## Schaeffler - Calais : les travailleurs ne peuvent compter que sur leur propre force

Le groupe Schaeffler a annoncé vouloir vendre ses activités de chaînes de distribution de véhicules. Un fond de placement serait intéressé. Cela concerne l'usine de Calais et une usine en Chine. Au total 560 salariés, auxquels il faut ajouter les sous-traitants et les intérimaires, ne savent quelles seront les conséquences de cette vente sur leurs conditions de travail ou sur les emplois.

Rien n'est encore officiel, mais il est évident que les travailleurs de Schaeffler

ne pourront compter que sur leur mobilisation pour faire payer les milliardaires Schaeffler (10 milliards d'euros de fortune) afin que personne ne se retrouve à la rue ou ne voie ses conditions de travail et de salaire dégradées.

Les travailleurs de Schaeffler ont participé à ce que la famille multiplie sa fortune par 20 en dix ans. Cet argent est celui des travailleurs, pas celui des capitalistes vautours d'hier ou de demain.

**Correspondant LO**

## Schrader - Pontarlier : un plan de relance en or pour les patrons

L'entreprise Schrader, leader mondial des valves pour les pneumatiques, a annoncé un plan d'investissements pour l'usine de Pontarlier. Sur près de quatre millions d'euros, l'État apporte un tiers dans le cadre du plan de relance. À cela s'ajouteront d'autres aides du Conseil régional Bourgogne-Franche-Comté.

Schrader, devenu Schrader Pacific Advanced Valves, est propriété de groupes financiers qui, en plus de confortables bénéfices, réalisent de rentables opérations à chaque revente de l'entreprise. C'est à eux que l'État verse des milliards d'argent public. Ils méritent l'expropriation.

**Correspondant LO**



## RSA : la guerre aux pauvres

Les sénateurs ont adopté jeudi 15 juillet un article de loi qui renforcerait les possibilités de contrôle et de répression des conseils départementaux à l'encontre des allocataires du RSA.

Avec l'aggravation de la crise, amplifiée par la situation sanitaire, le nombre d'allocataires du RSA a explosé. Mais les serviteurs de la bourgeoisie se soucient plus de faire la guerre aux pauvres que de lutter contre la misère.

Cet article aggraverait les tracasseries administratives. Il faudrait tout dévoiler de sa vie. Et si toutes les informations et les documents n'étaient

pas fournis en temps et en heure, les présidents des départements pourraient décider de cesser de verser ces moins de 565 euros mensuels qui permettent à peine de survivre !

Au flicage renforcé, les sénateurs voudraient ajouter de nouveaux critères pour accorder l'accès à l'allocation du RSA: déclaration de patrimoine immobilier et financier, copie de l'ensemble des

comptes bancaires (courants et livret A). Ainsi, un sénateur a donné l'exemple d'un agriculteur qui ne pourrait plus recevoir le RSA parce que ses terrains sont valorisés au-delà du plafond.

Le gouvernement retoquera peut-être cet article de loi. Mais sur le fond, il est d'accord avec les sénateurs de droite. Ce débat va dans le sens de la démagogie contre les prétendus privilégiés qui touchent ces allocations de survie. Abject à tous points de vue.

**Christian Chavaux**

# Stellantis-PSA: un record de profits tirés de l'exploitation

Stellantis, le groupe issu de la fusion FIAT-PSA-Opel, vient d'annoncer des bénéfices exceptionnels, six milliards d'euros, pour le premier semestre 2021. Cela représente presque trois fois plus de profits en deux fois moins de temps que l'année précédente. Aucun mystère là-dessous. Cet argent vient directement de l'exploitation accrue des travailleurs de l'automobile.

En 2020, en pleine année de la pandémie, avec trois mois de confinement et des ventes de voitures en baisse, les bénéfices de PSA étaient de 2,2 milliards d'euros. Et si le groupe Fiat, de son côté, était passé de 2,7 milliards en 2019 à 24 millions en 2020 - en fonction de critères de calcul qui permettent bien des manipulations -, les patrons reconnaissent eux-mêmes que la marge opérationnelle, qui mesure le degré de rentabilité, était restée positive à 4,3%. En 2021, les profits atteignent des records malgré les semaines entières de chômage forcé lié à la crise des semi-conducteurs. Et la marge opérationnelle du groupe Stellantis passe de 7% à 11,4%: un bond phénoménal.

Ces résultats ont été obtenus d'abord et avant tout par une surexploitation des travailleurs du groupe et ceux des sous-traitants et fournisseurs. Depuis le début

de la pandémie, le sous-effectif a énormément progressé. Au retour du confinement les intérimaires ont été licenciés. Durant plusieurs mois, le chômage partiel financé par l'État a été utilisé y compris dans les périodes de production pour payer une partie des heures non travaillées pendant que celles travaillées restaient avec les mêmes cadences afin de ne pas perdre en rentabilité pour

le patron. Ainsi, malgré les annonces de baisse de vente de voitures, les cadences et charges de travail ont considérablement augmenté, et ce malgré le Covid.

Dans les usines PSA en France, de nombreuses opérations sont faites par des travailleurs des entreprises sous-traitantes. Celles-ci utilisent souvent des intérimaires moins payés que ceux de PSA. En même temps, les salariés administratifs ont dû donner une journée par semaine en fabrication!

Par ailleurs, PSA a aussi imposé des fermetures d'entreprises dans la filière automobile comme les attaques contre les fonderies pour abaisser les coûts de



production.

Pour finir, les aides publiques coulent à flots: elles permettent à PSA d'amortir les périodes de chômage partiel, de financer la recherche sur l'électronique. Mais la source principale des bénéfices reste cette surexploitation des

travailleurs.

De quoi se souvenir de la force que représentent ces centaines de milliers de travailleurs de la filière automobile sans lesquels les actionnaires riches à milliards ne seraient rien.

Correspondant LO

## ArcelorMittal - Dunkerque: les patrons se gavent

**C'est la fête chez les patrons d'ArcelorMittal. Ils claonnent que le bénéfice avant impôts, intérêts, amortissements (ebitda), du second trimestre 2021 est sept fois plus important que celui de 2020, ce qui en fait le meilleur second trimestre depuis 13 ans.**

Que va faire ArcelorMittal de toute cette richesse provenant de la hausse des prix de l'acier? Gaver plus encore les actionnaires. Par exemple, en rachetant pour 2,2 milliards de dollars ses

propres actions pour en faire monter le cours.

Pendant ce temps, de nombreux endroits de l'usine nécessitent des masques antipoussière. Mais lorsque les ouvriers

en demandent, on leur en donne un par jour alors que c'est insuffisant pour le poste entier. À l'unité Mataglo, qui fabrique de l'aggloméré à partir des minerais, les ouvriers doivent ramasser à la pelle le charbon qui tombe des trémies percées.

Un boulot harassant digne des conditions de travail du 19<sup>e</sup> siècle, qui

pourrait être évité si on réparait les trémies; des économies de bouts de chandelle au détriment de la santé de ouvriers; des milliards accumulés grâce à la spéculation et à l'exploitation des travailleurs... Le grand patronat du 21<sup>e</sup> siècle ne mérite qu'une chose, que l'on en débarrasse la société.

V. F.

## QUI SOMMES-NOUS?

### Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),

membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-neuf ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) - Dépôt légal août 2021.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

### Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, il est possible de payer par carte bancaire sur notre site ou de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66% de ce don et dans la limite de 20% du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas

droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

### Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à  Lutte ouvrière  Lutte de classe

Nom ..... Prénom.....

Adresse .....

Code postal. .... Ville .....

Ci-joint la somme de :  
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris  
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

### Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org  
www.union-communiste.org  
contact@lutte-ouvriere.org

**Vidéos**  
www.lutte-ouvriere.org/multimedia

**Audio-LO**  
www.lutte-ouvriere-audio.org

# Réchauffement climatique : capitalisme responsable

**Sans surprise le Conseil constitutionnel a validé, à la mi-août, la loi climat du gouvernement. La plupart des associations de défense de l'environnement lui dénie toute efficacité face aux enjeux du réchauffement climatique.**

Dans cette loi, Macron s'est saisi de certaines mesures préconisées par la Convention citoyenne sur le climat, mais en prenant soin de les vider de toutes les contraintes qui auraient pu entraver la course au profit des capitalistes. Le contraste est saisissant avec les termes du dernier rapport du GIEC qui affirme que « toutes les régions [de la planète] vont vivre plus de répercussions du changement climatique », dont certaines seront « irréversibles pour des siècles, voire des millénaires ». Ce GIEC n'est pourtant pas une organisation contestataire anti-gouvernementale mais le groupe de scientifiques climatologues mis sur pied par l'ONU.

Rien que ces dernières semaines, la succession dramatique d'incendies autour de la Méditerranée, dans l'Ouest américain et canadien ainsi qu'en Sibérie, et les inondations catastrophiques en Allemagne et en Belgique, devraient logiquement inciter à bouleverser les modes de production agricole et industriel qui émettent trop de gaz à effet de serre.

C'est précisément ce que les États sont incapables de faire car leur fonction fondamentale est de préserver la domination économique des grands groupes capitalistes. Le recours

déposé auprès du Conseil constitutionnel par soixante députés de gauche, LFI, PS et PCF, qui prétendent porter une meilleure loi climat, passe sous silence ce rôle de l'État.

Cet avatar environnemental du réformisme le plus classique est d'autant plus ridicule lorsque ces courants politiques, qui se veulent les défenseurs de la « souveraineté nationale de la France », se heurtent à un problème mondial dont la solution ne peut être que planétaire. Or le morcellement de ce monde entre États rivaux, soutenant chacun des grands groupes capitalistes concurrents qui se livrent une guerre économique permanente, les rend complètement inaptes à empêcher la catastrophe climatique.

Pour les mêmes raisons, les grands-messes que sont les conférences sur la planète sont inopérantes : la prochaine COP, vingt-sixième du nom, qui se réunira à l'automne, n'aboutira à rien de plus que les 25 précédentes. Elles ont au mieux produit des consensus diplomatiques, comme les accords de Paris de 2015 signés par 195 États, dont la plupart n'avaient aucune intention de les respecter, qui n'ont jamais ralenti le réchauffement climatique.

Renverser le pouvoir de cette poignée d'actionnaires riches qui font la pluie et le beau temps sur l'économie mondiale est le seul moyen d'assurer la sécurité de la population.

Seule une économie planifiée à l'échelle planétaire, dont le but serait de satisfaire les besoins présents et futurs de l'humanité, permettra de faire des choix ne menant pas à la catastrophe environnementale annoncée depuis des décennies.

Lucien Déroit



Mesure de la qualité de l'air.

## Pollution de l'air : une amende qui ne réglera rien

**Le 4 août, le Conseil d'État a condamné l'État à une amende de dix millions d'euros pour n'avoir pas pris de mesures suffisantes pour assurer à la population une qualité de l'air minimale.**

Les concentrations de dioxyde d'azote et de particules fines sont néfastes au point qu'elles seraient responsables de 40 000 décès par an en France, selon Santé publique France. Transport routier, chauffage au fioul, industrie manufacturière et usines d'incinération, en sont les principales sources.

En 2017, le Conseil d'État, constatant que pas grand-chose n'était fait, par exemple pour organiser des transports pratiques, peu polluants et gratuits, avait ordonné au gouvernement d'agir pour réduire les concentrations toxiques dans treize agglomérations. Puis l'été dernier, il avait relevé que les valeurs limites de dioxyde d'azote et de particules fines étaient toujours dépassées dans au moins huit zones, dont celles très peuplées de Paris et Lyon. Le Conseil d'État avait alors donné six mois au gouvernement pour agir sous peine de dix millions

d'euros d'astreinte par semestre d'inaction.

Un an après, rien n'étant réglé, l'État se trouve donc condamné, au titre des six premiers mois de 2021, à payer une amende... à l'État. Ou plus exactement à des agences gouvernementales chargées d'étudier les effets de la pollution et que le gouvernement finance chichement habituellement.

C'est ainsi que le budget de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie ou celui de l'Agence nationale de sécurité sanitaire, de l'alimentation, de l'environnement et du travail, entre autres, seront un peu moins restreints. Cela permettra d'avoir une idée plus précise des dégâts sanitaires provoqués par l'économie tournée exclusivement vers le profit privé.

On saura ainsi avec un peu plus de certitude, semestre après semestre, que l'État est incapable de protéger la population.

L. D.

## Les militants de Lutte ouvrière à votre rencontre

### Bretagne

Jeudi 19 août : Lanester  
Vendredi 20 août : Vannes  
Samedi 21 août : Lorient

### Poitou - Centre

Jeudi 19 août : Amboise  
Vendredi 20 août : Vendôme  
Samedi 21 août : Blois

### Pyrénées

Jeudi 19 août : Tarbes  
Vendredi 20 août : Tarbes  
Samedi 21 août : Pau

### Ain

Lundi 23 août : Villefranche-sur-Saône  
Mardi 24 août : Villefontaine  
Mercredi 25 août :

### Ambérieu-en-Bugey

Jeudi 26 août : Oyonnax  
Vendredi 27 août : Bourg-en-Bresse  
Samedi 28 août : Bourg-en-Bresse

### Côte-Atlantique - Pays-de-Loire

Lundi 23 août : La Rochelle  
Mardi 24 août : Rochefort  
Mercredi 25 août : Niort  
Jeudi 26 août : La Roche-sur-Yon  
Vendredi 27 août : Cholet  
Samedi 28 août : Nantes

### Côte d'Azur

Lundi 23 août : Carros  
Mardi 24 août : Nice  
Mercredi 25 août : Nice  
Jeudi 26 août : Nice

### Vendredi 27 août : Toulon

Samedi 28 août : Toulon/La Seyne

### Toulouse

Lundi 23 août : Cugnaux  
Mardi 24 août : Muret  
Mercredi 25 août : Montauban  
Jeudi 26 août : Toulouse  
Vendredi 27 août : Auterive  
Samedi 28 août : Colomiers

### Yvelines - Eure-et-Loir

Lundi 23 août : Vernon  
Mardi 24 août : Évreux  
Mercredi 25 août : Mantes-la-Jolie  
Jeudi 26 août : Dreux  
Vendredi 27 août : Chartres  
Samedi 28 août : Lucé

